



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

DÉCLARATION LIMINAIRE DE LA FSU1 CTSD DU 21 JUIN 2021

Nul besoin d'attendre et de compter sur d'hypothétiques résultats au championnat d'Europe de football ou aux jeux olympiques.

Non, d'ores et déjà, la France est médaille d'or, avec une superbe première place dans le classement des nouveaux milliardaires des profits vaccinaux. Oui, le champion est un français, c'est le PDG de Moderna. En tout, ce sont 9 nouveaux milliardaires qui ont exploité la crise sanitaire en bénéficiant des faramineux profits des groupes pharmaceutiques qui ont un monopole sur la production de vaccins contre la COVID. Cela, alors même que les vaccins ont été en grande partie financés avec l'argent public. Ces 9 heureux élus ont amassé la rondelette somme de 19,3 milliards d'euros, somme qui permettrait par exemple de vacciner l'ensemble des pays à faibles revenus (oxfam). **Cherchez** l'erreur. Il est où le monde d'après ???

De la même manière, si nous pouvons nous féliciter des aides apportées à de nombreux secteurs mis en grande difficulté par la COVID (excepté l'Éducation Nationale encore une fois oubliée), on peut déplorer que ces importants financements reposent sur l'argent public, les impôts tels qu'ils existent, notre contribution à toutes et tous, mais en prenant bien soin d'épargner les plus riches, qui sont encore et toujours les grands gagnants de cette crise. Depuis un an de crise, les pauvres s'appauvrissent, tandis que, scandaleusement, s'enrichissent les riches... Le Monde d'après disions nous...

Pendant ce temps, le ministre Jean-Michel Blanquer joue au bon élève, en rendant plus de 600 millions d'euros du budget de l'Éducation Nationale. C'est l'équivalent de 12600 postes d'enseignant.es. Ou bien de quoi réaliser une revalorisation un peu plus consistante que celle, ridicule, dont a accouché le Grenelle de l'Éducation. Ou bien encore de quoi assurer une véritable reconnaissance salariale et statutaire aux AESH avec qui nous étions en grève le 3 juin. Quel pied de nez aux enseignant.es et personnels de l'Éducation Nationale ! Plus grave encore, quel pied de nez à l'École, quel pied de nez aux élèves en souffrance depuis plus d'une année. Des inégalités qui se creusent ? Pas grave, l'important ce sont les radines économies effectuées sur le dos des élèves. Suppression de 1800 postes dans le secondaire, réduction de 900 places au Concours des Professeurs des Écoles ? Pas grave ! On se débrouillera bien, au prix d'insupportables dégradations des conditions de travail pour les personnels et d'apprentissage pour les élèves ! Le ministre se moque vraiment de nous en ne répondant pas à notre exigence d'un indispensable plan d'urgence pour l'École.

Dans les écoles de l'Aude, c'est tous les jours que nous devons vivre et travailler avec ce manque de moyens, manque de remplaçant.es, manque de RASED, manque d'AESH etc... Pourtant des moyens il y en a, c'est pourquoi lors du CDEN du 12 mars, avec l'appui des parents d'élèves et des élu.es, nous avons revendiqué une rallonge budgétaire pour la rentrée prochaine.

Sans cette nécessaire rallonge budgétaire, l'étau de cette volontaire pénurie va se resserrer encore davantage sur les opérations de carte scolaire avec pour conséquences :

- la poursuite d'une gestion comptable, fermant ici pour ouvrir là, sans tenir compte des réalités sociales et pédagogiques du terrain.
- l'aggravation des problèmes de remplacements : la crise sanitaire a certes décuplé ces difficultés, mais quand même... Nous aurions certainement plus « tenu le choc », si la situation de départ avait été moins critique.
- la fin prévisible de la scolarisation des Tout Petits, dont on sait pourtant qu'elle est primordiale pour les enfants, tout particulièrement dans un département comme l'Aude cumulant ruralité et difficultés sociales.
- le renforcement d'un numerus clausus de fait des postes de RASED avec pour effet

d'assécher le recrutement et limiter leurs capacités d'interventions au détriment des élèves. Pourtant, la crise sanitaire souligne la nécessité des postes spécialisés pour lutter contre l'aggravation des inégalités scolaires.

Concernant les mesures d'ajustement à l'ordre du jour de ce CTSD, la FSU demande que soit prononcé une ouverture pour les écoles suivantes :

- maternelle Jean Moulin de Castelnaudary
- primaire de Roullens

Avant de terminer, nous tenons à dénoncer le déroulement chaotique du mouvement qui entraîne beaucoup d'incompréhensions, de stress et de colère chez nos collègues et qui mine une préparation sereine de la rentrée. La loi de transformation de la fonction publique, en supprimant le contrôle des délégué·es du personnel élu·es, a entraîné beaucoup d'opacité et un certain nombre d'injustices dans une gestion individualisée des carrières là où la gestion collective et le contrôle paritaire assuraient équité et transparence garantissant l'indépendance du fonctionnaire. C'est pourquoi la FSU continue de réclamer l'abrogation de ces textes.

Pour conclure, plutôt que de rendre ces millions qui ne lui appartiennent pas, nous attendons toujours du ministre un véritable investissement volontaire dans l'école parce qu'un plan d'urgence est indispensable, parce que la situation actuelle est inacceptable, parce que l'année scolaire à venir ne doit pas être à l'image de celle que nous vivons, parce que nous avons besoin de moyens pour fonctionner dès la rentrée, parce qu'aucun élève ne doit être laissé sur le bord du chemin, parce que les personnels doivent être reconnus pour leurs missions. Une autre École est possible, nous continuerons à nous mobiliser pour la gagner !